DEMANDE DE PRISE EN CHARGE
TRANSPORT - LOCATION D'UN VEHICULE

Formulaire à renvoyer aux coordonnées suivantes :
Bad-demande@branche-hds.fr

Identification du salarié

Nom de naissance : …… Nom d'usage : ……

Prénoms : ……

SITUATION FAMILIALE

☐ Célibataire ☐ Marié(e) ☐ Pacs / concubinage ☐ Séparé(e) ☐ Veuf (ve)

ADRESSE ACTUELLE

Adresse: ……

Code Postal: …… Commune: ……

Téléphone: …… Adresse électronique : ……

NOM DE L'ENTREPRISE : ……

Pièces justificatives obligatoires

☐ Pièce d'identité

☐ Permis de conduire

☐ Relevé d'identité bancaire

☐ Dernier bulletin de salaire

☐ Dernier(s) avis d'imposition complet (s)

☐ Contrat de location et facture

☐ Attestation d'assurance du véhicule immobilisé mentionnant l'utilisation du véhicule dans le cadre professionnel

☐ Preuve d'immobilisation du véhicule

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique au présent formulaire. Le traitement mis en œuvre permet l'accès et la gestion de votre prestation « Haut degré de solidarité ». Ils peuvent aussi faire l'objet de traitements et d'informations spécifiques aux autorités compétentes en application de la loi comme la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Les informations qui vous concernent sont destinées à l'OCIRP et à ses partenaires. La loi garantit au participant, pour les données le concernant, un droit d'accès et de rectification en s'adressant à l'Union-OCIRP, 17 rue de Marignan - CS 50 003 - 75008 PARIS

DEMANDE DE PRISE EN CHARGE
TRANSPORT - LOCATION D'UN VEHICULE

Je soussigné(e) Madame/Mademoiselle/Monsieur ……, demeurant au ……, atteste sur l'honneur l'exactitude des informations renseignées. J'ai connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Date : Signature

A renseigner par l'Assureur

☐ Validation de la prise en charge ☐ Refus de la prise en charge

Référence : …… Signature :

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique au présent formulaire. Le traitement mis en œuvre permet l'accès et la gestion de votre prestation « Haut degré de solidarité ». Ils peuvent aussi faire l'objet de traitements et d'informations spécifiques aux autorités compétentes en application de la loi comme la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Les informations qui vous concernent sont destinées à l'OCIRP et à ses partenaires. La loi garantit au participant, pour les données le concernant, un droit d'accès et de rectification en s'adressant à l'Union-OCIRP, 17 rue de Marignan - CS 50 003 - 75008 PARIS